



## Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO 02 au CHSCTD du mardi 1<sup>er</sup> février 2022

La FNEC-FP-FO souhaitait tout d'abord présenter toutes ses condoléances à la famille de Mr Malarange, inspecteur de la circonscription de Villers-Cotterêt, dont nous avons appris la disparition la semaine dernière.

Le 13 janvier, dans l'Aisne, comme dans le reste de la France, les personnels de l'Education nationale ont massivement exprimé par la grève leur ras-le-bol face au mépris du ministre Blanquer et des autorités de l'Education Nationale à tous les niveaux. La dégradation des conditions de travail, la maltraitance institutionnalisée, quotidienne, était dans toutes les bouches des manifestants.

**Ce 13 janvier, qui a exprimé une colère immense**, a été un succès historique : une grève massive, des milliers d'écoles voire d'établissements fermés, des manifestations puissantes (*avec des centaines de participants dans notre académie, plusieurs dizaines de milliers dans tout le pays*)... Les parents d'élèves ont partout apporté leur soutien aux personnels grévistes.

Ce 13 janvier, les personnels ont exprimé, dans l'unité, des revendications claires : exigence de moyens pour protéger les personnels et les élèves, recrutements massifs à hauteur des besoins, augmentation immédiate du point d'indice...

**Face à cette mobilisation, qu'a annoncé le Premier ministre, contraint de recevoir la totalité des organisations syndicales avec la FCPE le soir même ? A-t-il répondu aux revendications ?**

**Hélas, les mesures annoncées ne concernent majoritairement que le premier degré. L'annonce du recrutement de 1 500 AED « jusqu'à la fin de l'année scolaire »** est la bienvenue mais semble bien tardive face à la charge de travail énorme qu'assurent tous les jours les AED pour faire respecter les protocoles et contrôler les absences.

Le ministre a supprimé tant de postes depuis le début du quinquennat qu'il a lui-même organisé la pénurie de personnels. Le ministre se voit donc contraint de demander aux retraités de reprendre du service pour pallier les absences des personnels malades. Ce sont donc les personnes les plus fragiles au regard de l'épidémie compte tenu de leur âge que le ministre veut mettre dans des classes ? Et de surcroît sans protection efficace. Doit-on rappeler que deux ans après le début de l'épidémie et après la livraison de masques supposés toxiques en 2020,

les personnels viennent tout juste de recevoir des masques chirurgicaux mais les masques FFP2 pour les AESH et personnels qui le souhaitent ne sont toujours pas livrés? Doit-on rappeler que la livraison des autotests est prévue pour février ou mars alors que le pic de l'épidémie nommée Omicron a eu lieu en janvier ?

Qui a réalisé la difficulté d'enseigner depuis 2 ans le visage recouvert d'un masque ? Qui a pris en compte les efforts quotidiens, énormes, épuisants pour faire cours, faire porter sa voix devant une classe de 25 élèves au moins alors que la communication faciale est empêchée et la voix étouffée par un masque,? Certains collègues, plus fragiles, ont dû acheter eux-mêmes un dispositif d'amplification de la voix afin de préserver leurs cordes vocales.

Qui a pris en compte le désarroi , la fatigue des enseignants qui demandent des dizaines de fois par jour à leurs élèves de répéter leur énoncé au risque de paraître tatillon ou trop exigeant parce que l'énoncé n'est pas correctement audible, ce qui en maternelle, CP / CE1 et en langues dans le secondaire est primordiale pour l'exactitude phonologique?

Qui a considéré la surcharge de travail des directeurs d'école qui demandent toujours à être dispensé des APC, des animations pédagogiques ? Quelle considération le ministre porte t-il aux enseignants lorsqu'il annonce qu'une simple déclaration sur l'honneur des parents attestant que leur enfant est négatif suffira désormais pour que leur enfant fréquente l'école ?

La procédure et la durée des ASA ne sont pas toujours ni bien connues ni respectées des chefs d'établissement et certains enseignants ont eu à subir la retenue pour jour de carence due au Covid – ce qui est choquant.

Il a été annoncé l'achat par le département de capteurs. Mais l'impossibilité d'aérer correctement les salles de classe dans de très nombreux établissements condamnent d'avance cet achat à son inutilité. Depuis deux ans, avec les collectivités territoriales responsables du bâti, on aurait pu, sans doute, lever le dispositif de sécurité d'au moins une fenêtre par classe afin de permettre une plus large ouverture. Ainsi à l'encontre du message de prévention largement télévisé et émanant du ministère de la santé, qui préconise une aération des pièces toutes les 10 minutes, on entasse élèves et personnels jusqu'à 6 heures par jour dans des salles où cela est impossible.

A l'ordre du jour de ce CHSCTD est la visite prévue au collège de Gauchy. La FNEC -FP-FO ne cesse d'alerter sur la situation toujours extrêmement préoccupante pour la santé de tous les personnels de cet établissement. Les relations entre la Direction et les personnels oscillent entre harcèlement et ostracisation, les messages contradictoires et le manque de cohérence dans la gestion quotidienne déstabilisent et épuisent les équipes. Il est grand temps de prendre les décisions qui s'imposent afin d'accorder à tout le personnel de ce collège (dont on n'entendait jamais parler avant), la sérénité, la confiance et la protection

auxquelles ils ont droit sur leur lieu de travail. Il est curieux de noter que le projet PHARE, qui a précisément pour but la lutte contre le harcèlement, soit aussi à l'ordre du jour de ce CHSCTD. Le collège de Gauchy est une illustration magistrale de ce que cette pratique peut générer.

En conclusion, si le ministre se vante d'avoir laissé les écoles ouvertes plus que dans les autres pays pendant la pandémie, **il n'a en aucun cas pris en compte les moyens et dispositions supplémentaires qu'il aurait dû déployer pour assurer des conditions de travail dignes pour tous - ce que les personnels n'ont cessé de réclamer depuis la réouverture des établissements en mai 2020.**

### **La FNEC-FP-FO continue à revendiquer :**

- Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services, le recrutement immédiat de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires et le réabondement de celles-ci, la titularisation ou la stagiairisation de tous les contractuels qui le souhaitent, ceci afin d'ouvrir des classes partout où cela est nécessaire, pour arrêter les fermetures de classes, pour que chaque enseignant absent soit remplacé, pour alléger les effectifs par classe ;
- Les créations de postes spécialisés, de Psy-EN, d'AESH, AED, nécessaires à la prise en charge de tous les élèves y compris ceux en difficulté ou en situation de handicap, et l'arrêt de la logique d'inclusion systématique et forcée ;
- L'arrêt des protocoles inapplicables ;
- L'abandon de la réforme de la formation initiale des enseignants et le retour à une véritable formation pour les stagiaires ;
- L'augmentation des décharges de direction pour toutes les écoles, pas une école sans décharge ;
- L'abandon des formations en constellations et des évaluations d'école.